











Règlement de consultation



■ **Maintenance des installations et
extension du contrôle d'accès type
FICHET SMI SERVER**

Marché 2025.00024.00.17.00

Date limite de remise des offres :
26 novembre 2025 à 14h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de Services.</p> <p>Objet : Maintenance des installations et extension du contrôle d'accès type FICHET SMI SERVER</p>
	<p>Acheteur :</p> <p>Université de La Rochelle 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante autorisée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p>

	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.</p> <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 50324200-4 : Services de maintenance préventive</p>

Sommaire

1. Dispositions générales	5
1. 1. Objet de la consultation	5
1. 2. Codes CPV.....	6
1. 3. Durée.....	6
1. 4. Dossier de consultation	6
2. Conditions de la consultation.....	7
2. 1. Procédure de passation	7
2. 2. Allotissement	7
2. 3. Négociation.....	7
2. 4. Renseignements complémentaires	7
2. 5. Visite de site.....	7
3. Présentation de la candidature	8
3. 1. Dossier de candidature.....	8
3. 2. Sous-traitance.....	9
3. 3. Groupements d'opérateurs économiques	9
4. Présentation du dossier d'offre	10
4. 1. Variantes.....	11
4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles.....	11
4. 3. Délai de validité.....	11
5. Critères d'attribution et choix de l'offre.....	11
6. Modalités de remise des plis	13
7. Attribution de l'accord-cadre	14
8. Clause sociale	14
9. Clause environnementale	14
10. Litiges et différends	14
11. ATTESTATION DE VISITE	16

1. Dispositions générales

1. 1. Objet de la consultation

Objet des services : Maintenance des installations et extension du contrôle d'accès type FICHET SMI SERVER.

La présente consultation concerne la maintenance des installations et l'extension du contrôle d'accès existant de type FICHET SMI SERVER de La Rochelle Université.

Descriptif des prestations attendues :

- L'extension du contrôle d'accès existant de type FICHET SMI SERVER
- La maintenance préventive du contrôle d'accès existant de type FICHET SMI SERVER
- La maintenance préventive des installations intrusions de type FICHET de la Bibliothèque Universitaire
- Les interventions de dépannage du contrôle d'accès existant et des installations intrusions de type FICHET SMI SERVER

Descriptif et implantation des logiciels :

- Logiciel SMI SERVER V4
- Logiciel SMIT

Descriptif des installations : Cf. Annexe 1 au CCP : Descriptif des installations existantes.

Lieux de prestation du service :

- Bibliothèque universitaire (BU), 2 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle
- Centre Commun d'Analyse (CCA), 5 allée de L'Océan, 17000 La Rochelle
- Curie, Rue Enrico Fermi, 17000 La Rochelle
- Faculté de Droit - Bâtiments Schoelcher et Tocqueville, 45 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Institut d'administration des entreprises (IAE), 39 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Institut du Littoral et de l'Environnement (ILE), 2 rue Olympe de Gouges, 17000 La Rochelle
- Institut Universitaire de Technologie (IUT), 15 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Maison de la réussite et de l'insertion professionnelle (MRIP), 2 passage Jacqueline de Romilly, 17000 La Rochelle
- Maison des sciences de l'ingénieur (MSI), Avenue Henri Becquerel, 17000 La Rochelle
- Pôle communication multimédia réseaux (PCMR), 44 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle
- Site Lettres Langues Arts et Sciences Humaines (Site LLASH), 1 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle
- Site Sciences et Technologies - Bâtiments d'Orbigny, Fourier et Pascal, Avenue Michel Crépeau, 17000 La Rochelle
- Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à 20.000,00 € HT.

1. 2. Codes CPV

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 50324200-4 - Services de maintenance préventive

Code(s) CPV secondaire(s) :

- 35121700-5 - Systèmes d'alarme
- 42961100-1 - Système de contrôle des accès
- 50324200-4 - Services de maintenance préventive

1. 3. Durée

Durée : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 27 janvier 2026 ou le jour de la notification au(x) titulaire(s) si celle-ci intervient postérieurement au 27 janvier 2026.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 26 janvier 2027.

Reconduction : L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois avec :

- 1ère reconduction : le 27 janvier 2027
- 2ème reconduction : le 27 janvier 2028
- 3ème reconduction : le 27 janvier 2029.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

1. 4. Dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Règlement Consultation (RC)
- L'offre technique et financière (DPGF) du titulaire
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- DC4 – Déclaration de sous-traitance
- DC1 – Lettre de candidature

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

2. Conditions de la consultation

2. 1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

2. 2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : L'acheteur est dans l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes compte tenu de l'objet même des prestations.

2. 3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

2. 4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

2. 5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux, celle-ci sera organisée **le mercredi 12 novembre 2025 entre 13h30 et 17h.**

En cas d'indisponibilité à la date prévue de la visite, une autre date de visite a été mise en place : **le jeudi 20 novembre 2025 entre 9h00 et 12h30.**

La visite du site est obligatoire. Le candidat est tenu de prendre connaissance des lieux avant de remettre son offre de prix car aucune plus-value due à une mauvaise reconnaissance ne sera prise en

considération lors de l'exécution des opérations. Les candidats devront assister à une visite complète dirigée par le responsable des services techniques, pour se rendre compte sur place des aspects techniques et de leurs implications financières. Toute offre sera réputée établie en parfaite connaissance des locaux et des dossiers concernés.

Une attestation de visite sera remise aux entreprises à l'issue de leur visite complète des installations. Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation de visite en annexe correctement complétée.

Afin de participer à l'une de ces visites, le candidat devra prendre contact et s'inscrire auprès de : dpal-marche@univ-lr.fr

Le lieu de rendez-vous pour les visites est :

**Hall du Technoforum
Université de La Rochelle
23, avenue Albert Einstein
17031 La Rochelle.**

3. Présentation de la candidature

3. 1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
2	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
2	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
3	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
4	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3. 2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complétée et signée.

3. 3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

4. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement et son annexe financière Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique

4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.
6	L'attestation de formation délivrée par l'entreprise FICHET sur le logiciel SMI Server
7	Tout autre document technique et/ou explicatif jugé utile

4. 1. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

4. 3. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

5. Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

N°	Description	Pondération
1	Prix	50
	<p><i>La méthode utilisée pour le calcul de la note du critère Prix des prestations est la suivante :</i></p> <p><i>Note de l'offre = $(1 - (P - P_{min})) / P_{max} \times 50$</i></p> <p><i>En sachant que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>P_{max} correspond au prix de l'offre la plus élevée ;</i> - <i>P_{min} correspond au prix de l'offre la moins élevée;</i> - <i>P correspond au prix de l'offre à évaluer.</i> 	
2	Valeur technique	29
2.1	Organisation du titulaire	5

	<i>Organisation relative à l'exploitation et la maintenance normale des installations, de l'approvisionnement rapide en pièces détachées, y compris sur matériel concurrent.</i>	
2.2	Organisation du marché	5
	<i>Organisation relative à la mise en place du marché et à la prise en charge des installations pour répondre au mieux aux exigences du cahier des charges.</i>	
2.3	Modalités de sollicitation du titulaire	5
	<i>Présentation des modalités d'astreinte et gestion des demandes d'interventions que le candidat propose.</i>	
2.4	Moyens dédiés au marché	4
	<i>Proposition d'action visant à l'amélioration énergétique des installations exploitées d'ordre technique, humain ou organisationnel et présentation des moyens matériels et techniques mis à disposition pour l'exécution des prestations.</i>	
2.5	Qualifications du titulaire	4
	<i>Certificats de qualification, attestations de formation SMI SERVER et SECURWAVE, et présentation des personnels exécutants.</i>	
2.6	Gestion santé et sécurité au travail	4
	<i>Mesures prises par la société pour assurer le respect des règles de sécurité, adaptées aux contraintes spécifiques des sites de La Rochelle Université et du présent marché.</i>	
2.7	Équipe dédiée au marché	2
	<i>Équipe dédiée à l'exécution du marché (Nom, profil, qualité et coordonnées (mail, tél fixe et /ou mobile) des référents financiers, administratifs, commerciaux et techniques).</i>	
3	SAV et assistance technique	10
	<i>Modalités de gestion des vérifications et des demandes d'interventions que le candidat propose pour assurer la traçabilité des demandes et du matériel.</i>	
4	Critères environnementaux	6
	<i>Présentation des moyens mis en place pour l'intervention sur les installations de l'Université et la gestion quotidienne du présent marché en matière de politique environnementale.</i>	
5	Délai d'exécution	5
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

6. Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

7. Attribution de l'accord-cadre

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

8. Clause sociale

La promotion de l'égalité femmes-hommes.

9. Clause environnementale

Les équipements qui pourraient être installés dans le cadre du contrat doivent pouvoir être réparables à 100%.

10. Litiges et différends

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de POITIERS

Tél. : 05.49.60.79.19

Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 05 54 68 99 56

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.



11. ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 2025.00024.00.17.00

Objet : Maintenance des installations et extension du contrôle d'accès type FICHET SMI SERVER

Procédure : procédure adaptée

Je soussigné :

représentant Université de La Rochelle

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent accord-cadre.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour Université de La Rochelle,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.

.



La Rochelle Université

Service Achats-Marchés
23 avenue Albert Einstein
BP 33060
17031 La Rochelle



univ-larochelle.fr